Dans l'attente d'une coalition

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rea/4587>

DOI : 10.4000/rea.4587

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Dans l'attente d'une coalition », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 110 | octobre 2013, mis en ligne le 15 octobre 2013, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4587> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4587>

Dans l'attente d'une coalition

L'année 2014 pourrait être meilleure que prévu, mais ne battra pas de records : les prévisions de croissance s'échelonnent actuellement entre 1,5 % (Institut der deutschen Wirtschaft) et 1,9 % (RWI). En effet, à l'été 2013, la conjoncture allemande ne présentait « *pas de tendance univoque* » (RWI, communiqué du 18-09). Après un premier trimestre où le PIB a stagné du fait de conditions météorologiques défavorables (0 % par rapport au précédent), l'activité a redémarré au second (+0,7 % ; Destatis). Mais cette évolution traduit principalement le rattrapage d'une production ralentie par l'hiver. Quant aux perspectives, entachées d'incertitudes quant à l'évolution du contexte mondial et du risque américain (*QE* + « *shut down* »), elles sont de plus brouillées par l'inconnue de la politique économique et sociale que mènera une future coalition fédérale dont la composition n'est pas encore arrêtée en ce début d'octobre.

La croissance est portée par la consommation intérieure, l'excédent commercial tendant à se rétrécir depuis plusieurs mois. Au deuxième trimestre, il n'a ainsi contribué que de 0,2 point à la croissance du PIB, malgré une hausse à la fois des exportations (+2,2 % par rapport au trimestre précédent) et des importations (+2,0 %). Rapportée à la même période de 2012, sa contribution a même été légèrement négative (-0,1 point ; Destatis). C'est là principalement le reflet d'une demande extérieure globalement plus faible, même si les entrées en commande en provenance des pays tiers compensent le recul de celles en provenance de la zone Euro (Bundesbank, rapport de septembre 2013). Celle-ci est certes sortie de la récession durant l'été, mais les incertitudes demeurent, tant « *l'évolution au sein de la zone Euro est hétérogène* », souligne le ministère fédéral de l'Economie (rapport d'octobre).

Malgré la fluctuation des entrées en commande mensuelles (due à une forte variation des grandes commandes) et les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale et européenne, les entreprises allemandes se montrent confiantes. L'indice ifo poursuit sa hausse. Certes, les entreprises ne sont pas entièrement rassurées quant à la gestion de la crise de la dette souveraine au sein de la zone Euro, et elles craignent des hausses d'impôts après la constitution d'un nouveau gouvernement de coalition à Berlin ; l'investissement d'équipement est donc resté faible (-1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2012). Mais il tend à reprendre : il a augmenté de 0,9 % entre le premier et le deuxième trimestre de cette année. Néanmoins, avec +1,2 % sur un an, l'investissement est orienté à la hausse ; au deuxième trimestre 2013 (+2,6 %), il est marqué surtout par la reprise des chantiers à la sortie de l'hiver. Plus généralement, c'est la construction de logements qui dynamise le secteur, les commandes publiques restant somme toute assez faibles (Bundesbank, septembre 2013). Quoi qu'il en soit, le climat des affaires dans le *Mittelstand* (mesuré par la KfW et l'institut ifo) s'est nettement embelli en août, ce qui laisse présager une reprise solide d'ici la fin de l'année, dans l'industrie et le commerce international surtout. Les milieux financiers partagent cette confiance qui repose essentiellement sur la stabilité de la zone Euro : l'indice ZEW a atteint en septembre 2013 son plus haut niveau depuis avril 2010.

Quant au moral des ménages, il est au beau fixe, l'indice GfK ne cessant de grimper depuis plusieurs mois ; en août, il a même atteint son plus haut niveau depuis décembre 2006. Les Allemands ont pris goût à la consommation (+2,9 % en un an en prix courants ; Destatis). La stabilité de la zone Euro, la bonne tenue de l'activité en Allemagne, la relative santé des finances publiques, la robustesse du marché de l'emploi, mais aussi les faibles taux d'intérêt les incitent à dépenser et même à vider leurs bas de laine. Au deuxième trimestre, le taux d'épargne est ainsi tombé à 9,6 %, soit 0,4 point de moins qu'il y a un an (Destatis). Si le volume des salaires bruts a progressé de 2,7 % en un an, celui des salaires après impôt, rogné par la hausse mécanique de l'IR sous l'effet de l'inflation, n'a augmenté que de 2,1 %. Au total, le revenu disponible des ménages s'est accru de 2,4 %. Il devrait rester confortable l'an prochain, les conventions salariales conclues en 2013 prévoyant dans la plupart des branches une hausse des salaires nominaux de 3 %, voire plus.

En un an, le nombre d'actifs occupés s'est accru de 242 000 personnes (+0,6 % ; Destatis) pour atteindre 41,8 millions. Pour l'essentiel, les emplois concernés sont soumis à cotisations sociales : dans cette catégorie, la hausse du nombre d'actifs occu-

**La consommation,
moteur principal de la croissance**

**Entreprises :
un moral à toute épreuve**

Des consommateurs confiants

Des entreprises qui embauchent

pés a été de 356 000 de juillet 2012 à juillet 2013 (Agence de Nuremberg). Les entreprises mènent en effet une stratégie conséquente de recrutement d'actifs hautement qualifiés, comme le révèle la Fédération des CCI allemandes dans sa note de conjoncture de septembre. Selon Destatis, le taux de chômage est tombé à 5 % en août (2,17 millions de personnes) aux critères de l'OIT ou, selon les données administratives de l'Agence fédérale pour l'emploi, à 6,6 % (2,85 millions de personnes) en septembre. Cette tendance devrait se maintenir l'an prochain.

Des chantiers européens urgents

A REGARDER LES FONDAMENTAUX, LES PERSPECTIVES 2014 SONT BONNES. Il n'en reste pas moins un certain nombre d'inconnues. La première est la rapidité de la résolution de la crise de la dette au sein de la zone Euro. Ce chantier est bien avancé, mais sa poursuite dépend maintenant de la constitution du futur gouvernement de coalition allemand. « *Le monde autour de nous ne s'arrête pas. Nous portons la responsabilité non seulement pour notre pays, mais aussi pour l'Europe et au-delà* », expliquait W. Schäuble dans un entretien accordé le 3 octobre au journal dominical *Bild am Sonntag* (BamS). L'urgence des dossiers européens, dont l'union bancaire, ne permet pas de longs attermoissements. Quant à la question de la création d'Euro-obligations, qui bénéficiait durant la campagne électorale d'un prudent soutien du SPD, elle semble définitivement écartée depuis l'ouverture des négociations en vue de la nouvelle coalition. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* (07.10), le ministre fédéral des Finances revient sur ce « *point central de notre politique européenne* » pour rappeler qu'une « *communautarisation des dettes souveraines serait le moyen le plus sûr d'abandonner la voie sur laquelle nous nous sommes engagés, celle de la consolidation et de l'assainissement des finances publiques des Etats membres* », avant de conclure : « *Nous ne pouvons pas nous permettre de mener une telle politique d'incitation à l'erreur. Le SPD l'a d'ailleurs reconnu entre temps* ». D'autant que, en Allemagne aussi, le cap de consolidation doit se poursuivre.

Hausse des impôts peu probable

Pour leur part, les acteurs économiques ont besoin de certitudes et de prévisibilité quant au nouveau cap gouvernemental. La question qui les inquiète le plus est une éventuelle hausse des prélèvements fiscaux, telle qu'elle était prônée par exemple par le SPD et les Verts, les deux partis susceptibles de former une coalition avec l'Union CDU/CSU. W. Schäuble a souligné à plusieurs reprises son opposition à de tels projets, ainsi dans l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* (07-10) : « *Les finances de ce pays sont en excédent ; une gestion budgétaire raisonnable suffit pour assurer le financement de l'Etat. Il n'y a pas besoin de hausser les impôts* ». SPD et Verts semblent en train de revenir sur leurs positions électorales. Il est vrai qu'une hausse de l'IR tasserait aussi la consommation...

Création d'un SMIC légal ?

En contrepartie, les partenaires de la coalition pourraient se mettre d'accord sur l'introduction d'un SMIC légal. Reste à savoir sous quelle forme (salaire plancher par branche, minimum généralisé ?), par quel type de commission (partenaires sociaux exclusivement, ce qui respecterait l'autonomie tarifaire, comme le prône la CDU/CSU, ou commission mixte associant des scientifiques, comme le souhaitent le SPD et les Verts ?), et de quel montant (8,50 € comme le voudraient le SPD et les Verts ou beaucoup moins, comme le réclame la CDU/CSU ?). Ils sont unanimes également sur l'adoption rapide d'une loi pour garantir l'unité syndicale par entreprise, mise à mal par le récent développement de syndicats catégoriels.

Un profond consensus sur les réformes

Bien que, durant la campagne, les divers partis aient affiché des positions très tranchées, ils se rejoignent au fond sur nombre de chantiers de réformes qu'une grande coalition (CDU/CSU + SPD) permettrait de mener rapidement à bien. En tête figure le développement des infrastructures, surtout de transports, largement négligées à l'ouest ces dernières années du fait de l'effort de reconstruction consenti à l'est ; il est finançable sans hausses d'impôts. Tout aussi urgentes sont la définition d'une politique conséquente pour la sortie du nucléaire et une révision de la loi sur les énergies renouvelables. De même, le système d'éducation/formation doit être modernisé. Dans le domaine social, il faut poursuivre la réforme des retraites et de l'assurance santé et mieux adapter au vieillissement démographique l'organisation actuelle de l'assurance dépendance. Ces chantiers exigent une réforme de certains découpages de compétences dans le jeu du fédéralisme politique. La constellation politique est favorable : le Bundesrat, où dominent les Länder gouvernés par des coalitions SPD/Verts, soutiendrait de telles réformes menées par un gouvernement de grande coalition.

I. Bourgeois (08-10-2013)